

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 300068/DEF/DFP/PER/3

fixant les modalités de mise en œuvre du suivi post-professionnel des ouvriers de l'État des agents contractuels ayant été exposés à un risque professionnel pendant l'exercice de leurs fonctions au ministère de la défense.

Du 14 janvier 2003

CIRCULAIRE N° 300068/DEF/DFP/PER/3 fixant les modalités de mise en œuvre du suivi post-professionnel des ouvriers de l'État des agents contractuels ayant été exposés à un risque professionnel pendant l'exercice de leurs fonctions au ministère de la défense.

Du 14 janvier 2003

NOR DEF P 0 3 5 0 0 9 5 C

Pièce(s) Jointe(s) :

Deux annexes.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 340.12, 355-0.1.12.2

Référence de publication : BOC, p. 1345.

Le décret n° 93-644 du 26 mars 1993 ⁽¹⁾ modifiant l'article D. 461-23 du code de la sécurité sociale et ajoutant un article D. 461-25 au titre VI du livre IV dudit code fixe le cadre du suivi post-professionnel des salariés ayant été exposés à un risque professionnel.

L'arrêté du 28 février 1995 ⁽²⁾, pris en application de l'article D. 461-25 du code de la sécurité sociale, fixe le modèle type de l'attestation d'exposition à établir et précise les modalités d'examen à effectuer dans le cadre du suivi post-professionnel des salariés ayant été exposés à des agents ou procédés cancérogènes.

L'article 2 du décret 86-83 du 17 janvier 1986 (BOC, p. 410) modifié, relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État dispose que la réglementation du régime général de sécurité sociale ainsi que celle relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles sont applicables aux agents non titulaires de droit public de l'État.

Toutefois, seuls les agents non titulaires recrutés ou employés à temps complet par contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée supérieure ou égale à un an (y compris les renouvellements éventuels) sont concernés par la présente circulaire. En effet, en application du deuxième alinéa de l'article 2 précité, les prestations dues au titre de la législation sur les accidents du travail sont servies à ces agents par l'administration. En revanche, pour les autres agents non titulaires relevant des dispositions du premier alinéa du même article, le suivi post-professionnel prévu par l'article D. 461-25 précité est pris en charge par les caisses primaires d'assurance maladie.

L'article 8 du décret 72-154 du 24 février 1972 (BOC, p. 305) modifié, relatif aux congés en cas de maladie, de maternité et d'accidents du travail dont peuvent bénéficier certains personnels ouvriers de l'État mensualisés précise que les dispositions prévues par la législation sur les assurances sociales et les accidents du travail s'appliquent également à cette catégorie de personnel.

La présente circulaire a pour objet de fixer les modalités d'application des articles D. 461-23 et D. 461-25 du code de la sécurité sociale afin que le suivi post-professionnel des personnels ouvriers de l'État et des agents contractuels relevant de l'article 2-2 du décret 86-83 du 17 janvier 1986 précité soit mis en œuvre au sein du ministère de la défense.

1. MODALITÉS DU SUIVI POST-PROFESSIONNEL.

1.1. Suivi post-professionnel dans le cadre de l'article D. 461-25 du code de la sécurité sociale (exposition à des agents cancérogènes).

En application de l'article D. 461.25 du code de la sécurité sociale, les personnels du ministère de la défense qui ont été exposés, au cours de leur activité salariée, à des agents cancérogènes au sens de l'article R. 231-56 du code du travail et de l'article premier du décret 86-1103 du 02 octobre 1986 (BOC, 1987, p. 2784), ou figurant dans les tableaux des maladies professionnelles visés à l'article L. 461-2 du code de la sécurité sociale, peuvent demander, s'ils sont inactifs, demandeurs d'emploi ou retraités, à bénéficier d'une surveillance médicale post-professionnelle.

Cette surveillance est accordée sur production, par l'intéressé, d'une attestation d'exposition au risque dont le modèle type est fixé par l'arrêté du 28 février 1995, lequel précise également les modalités d'examen, et par l'arrêté du 6 décembre 1996 ⁽³⁾ pour l'exposition aux poussières d'amiante.

1.1.1. Demande initiale.

La demande de prise en charge des frais de surveillance post-professionnelle, accompagnée de l'attestation d'exposition remplie par l'employeur et le médecin de prévention, est adressée par l'intéressé au service des pensions des armées (*SPA*), bureau des pensions des ouvriers et des accidents du travail.

Le *SPA* vérifie que l'intéressé entre dans le champ d'application du dispositif.

S'il n'y entre pas, il lui est notifié un refus d'ordre administratif, assorti des délais et voies de recours. En application de l'article L. 142-1 du code de la sécurité sociale la juridiction compétente en la matière est le tribunal des affaires de sécurité sociale (*TASS*) prévu par l'article L. 142-2 dudit code.

1.1.2. Procédure.

1.1.2.1. Agent ou procédé cancérogène figurant au tableau de l'annexe II de l'arrêté du 28 février 1995.

Le *SPA* informe l'intéressé des modalités de la procédure et lui remet :

- une lettre d'information personnalisée (cf. ANNEXE I) ;
- un exemplaire du protocole de surveillance spécifique au risque en cause ; il appartient au *SPA* d'établir le protocole selon les modalités prévues à l'ANNEXE II de l'arrêté du 28 février 1995 précité en fonction de l'agent cancérogène incriminé ;
- un ou plusieurs imprimés de règlement des honoraires à remettre aux médecins ou directeurs de laboratoire qui participent au suivi.

Dans le cas où le médecin chargé du suivi demande la prise en charge d'examens supplémentaires, non prévus au tableau de l'ANNEXE II de l'arrêté du 28 février 1995, la demande est transmise au médecin conseil près la sous-direction des pensions civiles (*SDPC*) du *SPA*.

Si l'avis est favorable, le *SPA* informe l'intéressé de la prise en charge des frais inhérents au suivi.

Si l'avis est défavorable, le *SPA* lui notifie un refus d'ordre médical.

La voie de recours est l'expertise médicale prévue à l'article L. 141.1 du code de la sécurité sociale. Les articles R. 141-1 à R. 141-8 dudit code fixent la procédure et les délais du recours.

1.1.2.2. Agent cancérogène ne figurant pas au tableau de l'annexe II de l'arrêté du 28 février 1995.

La demande est transmise au médecin conseil près la sous-direction des pensions civiles (*SDPC*) du *SPA*, qui s'assure que la substance incriminée est bien un agent cancérogène tel que défini à l'article R. 231-56 du code

du travail ou à l'article premier du décret 86-1103 du 02 octobre 1986 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers ionisants et qu'il ne figure pas au tableau de l'ANNEXE II de l'arrêté du 28 février 1995 précité.

À cette fin, le médecin-conseil peut recueillir l'avis de l'inspecteur de la médecine de prévention aux armées ou consulter un expert en matière de pathologies professionnelles.

S'il s'agit bien d'un agent cancérigène non inscrit au tableau de l'ANNEXE II, le médecin-conseil informe le médecin traitant chargé du suivi du protocole de surveillance à mettre en œuvre.

Ce protocole, accompagné d'une lettre d'information personnalisée, est adressé à l'intéressé avec un ou plusieurs imprimés de règlement des honoraires à remettre aux médecins ou aux directeurs de laboratoire qui participeront au suivi.

Si la substance incriminée n'est pas un agent cancérigène, le SPA notifie à l'intéressé un refus d'ordre administratif assorti des délais et voies de recours. La juridiction compétente pour régler les différends en la matière est le tribunal des affaires de sécurité sociale.

1.1.3. Demandes ultérieures.

Les examens ultérieurs du suivi post-professionnel sont effectués sur demande de l'intéressé selon les mêmes dispositions que celles prévues au 1.1.2.1 et au 1.1.2.2

Le SPA vérifie que l'échéance prévue dans le tableau annexé à l'arrêté du 28 février 1995 est bien respectée. Dans la négative, il interroge le médecin conseil sur le bien fondé de ces examens supplémentaires, comme prévu au point 1.1.2.1

Lorsque l'intéressé n'a pas été exposé à des agents figurant au tableau, la demande est transmise au médecin conseil qui s'assure que le protocole prévu est respecté avant de donner son avis au SPA.

1.2. Suivi post-professionnel dans le cadre de l'article D. 461-23 du code de la sécurité sociale (Silice et oxyde de fer).

En application de l'article D. 461-23 du code de la sécurité sociale, les personnels du ministère de la défense qui cessent d'être exposés à un risque professionnel susceptible d'entraîner une affection mentionnée aux tableaux de maladies professionnelles nos 25, 44, 91 et 94 bénéficient, sur leur demande, d'une surveillance médicale post-professionnelle tous les cinq ans.

Cet intervalle de cinq ans peut-être réduit à la demande du médecin chargé du suivi et après avis favorable du médecin conseil. Le médecin conseil fixe les modalités de la surveillance post-professionnelle des intéressés compte tenu de la nature des risques.

Toutefois, pour bénéficier de l'application des dispositions de l'article D. 461-23, les personnels doivent, à la date de leur demande, ne plus exercer de fonctions dans un service du ministère de la défense.

En revanche, les personnels en fonctions au ministère de la défense ayant cessé d'être exposés à un risque professionnel au sens du premier alinéa continuent d'être suivis au titre de la médecine de prévention.

1.2.1. Demande initiale.

La demande de prise en charge des frais de surveillance post-professionnelle est adressée par l'intéressé au SPA.

Le SPA s'assure de la réalité de l'exposition et de la cessation de celle-ci.

Si l'une de ces deux conditions n'est pas remplie, un refus d'ordre administratif, assorti des délais et voies de recours, est notifié à l'intéressé. La juridiction compétente pour régler les différends en la matière est le tribunal des affaires de sécurité sociale.

Quand ces deux conditions sont remplies, le *SPA* informe l'intéressé des modalités de la procédure et lui remet :

- une lettre d'information personnalisée (ANNEXE II) ;
- un exemplaire du protocole de surveillance spécifique au risque en cause, qu'il devra remettre au médecin qui réalisera les examens médicaux ;
- un ou plusieurs imprimés de règlement des honoraires à remettre aux médecins ou aux directeurs de laboratoire qui participeront au suivi.

1.2.2. Demandes ultérieures.

Les examens ultérieurs du suivi sont effectués sur demande de l'intéressé, selon les mêmes dispositions que celles prévues au point 1.2.1

Le *SPA* vérifie que l'échéance de cinq ans fixée ci-dessus est bien respectée.

Une demande de surveillance plus rapprochée formulée par le médecin chargé du suivi peut être transmise au médecin conseil.

En cas d'avis favorable du médecin conseil, le *SPA* informe l'intéressé de la prise en charge des frais inhérents à une surveillance plus rapprochée.

En cas d'avis défavorable émis par le médecin conseil, le *SPA* notifie un refus d'ordre médical pour la prise en charge de cette surveillance.

La voie de recours est l'expertise médicale prévue à l'article L. 141-1 du code de la sécurité sociale. Les articles R. 141-1 à R. 141-8 dudit code fixent la procédure et les délais de recours.

1.3. Déroulement de la surveillance médicale.

L'intéressé bénéficie de la liberté de choix des praticiens pour réaliser le suivi post-professionnel prévu.

Il peut opter pour :

- un médecin libéral généraliste ou spécialiste éventuellement, selon les spécifications du tableau ou du protocole ;
- une consultation externe hospitalière ;
- un centre d'examen de santé de l'assurance maladie.

Les frais de transport ne sont pas pris en charge dans le cadre de ce dispositif.

Le médecin traitant effectue l'examen clinique et les examens complémentaires (ou les prescrit s'il ne peut les réaliser lui-même) selon les indications prévues par le protocole.

Il recueille les résultats et en informe son patient.

Il remplit l'imprimé servant au paiement des honoraires.

Les praticiens ou les directeurs de laboratoire effectuant des examens complémentaires remplissent l'imprimé servant au paiement des honoraires et l'adressent à la sous-direction des pensions civiles du *SPA*.

2. FINANCEMENT DU DISPOSITIF.

Les examens prévus par les protocoles nationaux de suivi et le cas échéant, les examens supplémentaires autorisés par le médecin conseil sont pris en charge à 100 p. 100 par le ministère de la défense sur le chapitre budgétaire 33.91, utilisé pour le paiement des prestations en nature du livre IV du code de la sécurité sociale.

La procédure utilisée pour le paiement de ce suivi post-professionnel est celle relative au règlement des prestations en nature en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Afin que le service des pensions des armées puisse élaborer le bilan financier prévu au point 3, les établissements employeurs envoient à ce service une photocopie des imprimés d'honoraires que les médecins ou directeurs de laboratoires qui ont participé au suivi leur adressent aux fins de règlement, en précisant la date à laquelle le paiement a été effectué.

3. ÉVALUATION DU DISPOSITIF.

Le dispositif du suivi post-professionnel nécessite la mise en place de mesures d'évaluation.

Le service des pensions des armées, sous-direction des pensions civiles, est chargé d'effectuer chaque année le bilan statistique des accords de prise en charge délivrés et le bilan financier de cette prise en charge.

3.1. Bilan statistique des accords de prise en charge délivrés.

La fiche se compose des renseignements suivants :

- identification du bénéficiaire ;
- statut ;
- demande initiale ou renouvellement ;
- agent causal ;
- emploi occupé et organisme d'emploi lors de l'exposition au risque ;
- durée d'exposition au risque.

3.2. Bilan financier des prises en charge effectuées.

La fiche relative au bilan financier se compose des éléments ci-après :

- la catégorie de personnel concerné (ouvriers ou contractuels) ;
- le montant global des visites médicales (généralistes et spécialistes) ;
- le montant des examens médicaux.

Les montants précités seront fournis par agent causal.

3.3. Bilan annuel du suivi post-professionnel.

Un bilan est effectué au 31 décembre de l'année en cause par le service des pensions des armées, sous-direction des pensions civiles.

Il se compose de deux parties :

- une partie relative au suivi prévu au point 1.1. Une séparation sera faite entre les deux procédures indiquées aux points 1.1.2.1 et 1.1.2.2 de la présente circulaire ;
- une partie relative au suivi prévu au point 1.2.

Les deux parties du bilan annuel distingueront d'une part les ouvriers, et d'autre part les contractuels. Elles mentionneront le nombre de bénéficiaires.

Enfin, il sera fourni, s'agissant du montant des visites et examens, un bilan annuel financier par agent causal et un bilan du coût annuel, toujours par catégorie de personnel, ainsi qu'un coût global annuel toutes catégories confondues.

Ce bilan sera transmis dans le courant du premier trimestre et au plus tard le 1^{er} avril de l'année suivante à la direction de la fonction militaire et du personnel civil, sous-direction de la prévision, des études et de la réglementation du personnel civil, au contrôle général des armées, inspection de la médecine de prévention dans les armées, et à la direction centrale du service de santé des armées, sous-direction de l'action scientifique et technique.

Pour la ministre de la défense et par délégation :

Le contrôleur général des armées, directeur de la fonction militaire et du personnel civil,

Jean-Michel PALAGOS.

(1) N.i. BO, JO du 28, p. 5368.

(2) N.i. BO, JO du 22 mars, p. 4474.

(3) N.i. BO, JO du 14 janvier 1997, p. 51.

ANNEXE I.
LETTRE D'INFORMATION PERSONNALISÉE.

Figure 1. Lettre d'information personnalisée.

LETTRE D'INFORMATION PERSONNALISÉE.

M ,

A la suite de la demande que vous m'avez adressée le et à la suite de l'enquête administrative qui a été diligentée, je vous confirme que vous pouvez bénéficier d'un suivi médical post-professionnel dans le cadre de l'article D. 461-25 du code de la sécurité sociale, sans avoir à faire l'avance des frais (100 p. 100 tarif conventionnel, secteur I).

Vous trouverez, sous ce pli, l'exemplaire du protocole de surveillance ainsi que les imprimés de règlement qu'il vous appartiendra de remettre au médecin de votre choix.

Je vous prie de croire, M , à l'assurance de ma considération distinguée.

ANNEXE II.
LETTRE D'INFORMATION PERSONNALISÉE.

Figure 2. Lettre d'information personnalisée.

LETTRE D'INFORMATION PERSONNALISEE.

M ,

A la suite de la demande que vous m'avez adressée le , il a été diligenté une enquête administrative qui a permis de contrôler que vous avez bien été exposé à des risques professionnels dus à l'inhalation de poussières (de silice libre ou fumées d'oxyde de fer).

En conséquence, je vous confirme que vous pouvez bénéficier d'un suivi médical post-professionnel, sans avoir à faire l'avance des frais (100 p. 100 tarif conventionnel, secteur I).

Vous trouverez, sous ce pli, l'exemplaire du protocole de surveillance ainsi que les imprimés de règlement qu'il vous appartiendra de remettre au médecin de votre choix.

Je vous prie de croire, M , à l'assurance de ma considération distinguée.